

## De la méthodologie d'un sondage

Jean-Marie Harribey

19 mars 2017

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2017/03/19/de-la-methodologie-d-un-sondage>

L'[IFOP-Fiducial](#) a fait une enquête par sondage pour Sud-Radio sur le revenu universel. Échantillon représentatif de 1503 personnes par la méthode des quotas, intervalle de confiance, tout est fait pour nous rassurer, pauvres béotiens scientifiques. Petite incertitude toutefois avec les interviews par « questionnaire auto-administré en ligne ».

Le questionnaire comprend trois séries de questions : sur l'adhésion à différentes affirmations concernant le revenu universel, sur son principe et sur son applicabilité.

### Première série de questions

*Vous savez que certains défendent l'idée de la création en France d'un revenu universel. Chaque citoyen qu'il soit riche ou pauvre, qu'il ait un emploi ou non recevrait ainsi tout au long de sa vie un même revenu de base (qui pourrait être de 750 euros par mois). Ce revenu de base pourrait se cumuler avec le salaire ou la pension de retraite mais remplacerait certaines prestations sociales comme le RSA. La mise en place d'une telle mesure représenterait un coût de 300 milliards par an (le budget de l'État étant d'environ 370 milliards par an).*

*Pour chacune des opinions suivantes que l'on peut entendre à propos de ce revenu universel, indiquez si vous êtes, tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout.*

La question comporte une erreur grossière, voire un mensonge : si l'on verse 750 euros par mois à 66 millions de personnes, le coût est égal à  $750 \times 12 \times 66 \text{ millions} = 594 \text{ milliards}$ .

Si on ne donne que 300 euros pour les enfants de moins de 14 ans (13,5 millions) et 500 euros de 14 à 18 ans (2,5 millions), le coût est :  $(300 \times 12 \times 13,5 \text{ millions}) + (500 \times 12 \times 2,5 \text{ millions}) + (750 \times 12 \times 50 \text{ millions}) = 513,6 \text{ milliards}$ .

L'erreur mise dans la tête des personnes interrogées est donc d'un facteur compris entre 1,7 et presque 2.

Parmi les options soumises, deux portent sur des affirmations entendues surtout dans le camp conservateur hostile (coût nécessitant une hausse des impôts et assistanat), deux portent sur des affirmations venant du camp favorable (plein emploi impossible, activités libres).

Aucune option n'est proposée pour refléter une voie alternative aux précédentes, par exemple RTT et partage du travail pour insérer tout le monde et en finir avec le chômage. Aucune option non plus pour demander si s'insérer dans le monde du travail est utile, bénéfique pour les individus, pour la société. Même pas pour demander si cela peut être désiré à la place du revenu universel.

## **Deuxième série de questions**

*Diriez-vous à propos de ce revenu universel ... ?*

- *que c'est une idée plutôt injuste car les plus riches et les plus aisés n'en ont pas besoin et ne devraient pas toucher le même montant que les personnes les plus modestes ;*
- *que c'est une idée plutôt juste car tous les citoyens toucheraient la même somme quels que soient leurs revenus et leur patrimoine ;*
- *ne se prononcent pas.*

On ne propose donc pas aux personnes interrogées un minimum de contexte : revenu versé à tous pour solde de tout compte ou pas, donc sans protection sociale ou avec. L'alternative juste ou injuste changerait sans doute. Et le jugement sur le caractère injuste (qui est déjà à 59 %) grossirait très probablement si le revenu universel était versé pour solde de tout compte, mais pour une autre raison que celle de la paresse implicite à ce type de questions.

## **Troisième série de questions**

*Au final, diriez vous du revenu universel que... ?*

- *c'est un projet irréaliste qui ne doit pas être appliqué car il serait beaucoup trop coûteux et se traduirait pas le développement de l'assistanat et la dévalorisation du travail ;*
- *c'est un projet intéressant et qui pose de vraies questions de société, mais ce n'est pas applicable car le coût de sa mise en place est bien trop élevé ;*
- *c'est un projet intéressant, qui pose de vraies questions de société et qui doit commencer à être mis en place dans les prochaines années.*

Les personnes interrogées ne sauront pas quelles sont les questions de société qui sont posées à l'inverse de l'assistanat. La dévalorisation du travail est posée implicitement comme associée uniquement au fait de ne pas travailler. Est donc ignorée la dévalorisation du travail *dans le travail*, menée tambour battant depuis plusieurs décennies.

## Des résultats qui ne peuvent être interprétés correctement

Comme les questions sont biaisées et enferment les personnes interrogées dans des alternatives indiscernables, les réponses ne manquent pas de surprendre : entre les deux tiers (66 %) et les trois quarts (73 %) jugent le revenu universel de manière défavorable, mais plus de la moitié pensent que l'idée est intéressante (53 %).

Comme on n'offre pas d'alternative aux pauvres autre que n'avoir rien ou avoir un peu, il n'est pas étonnant que 64 % dans les catégories pauvres et 54 % dans les catégories modestes estiment que « le revenu universel est une mesure intéressante car nous ne retrouverons pas la société du plein emploi et il faudra à l'avenir assurer des moyens de subsistance à toute une partie de la population ».[1] Qu'aurait répondu ces personnes si on leur avait donné le choix de l'option : « on vous donne un revenu tant que vous ne trouvez pas d'emploi et on fait en sorte de vous en procurer un » ?

Un élément est à noter : le jugement sur le revenu universel est quasiment indifférent au niveau d'études et à l'âge[2], sauf à travers la question sur la maîtrise de la vie et la possibilité d'activités libres, par rapport à laquelle les plus de 65 ans sont beaucoup plus sceptiques que les autres catégories[3]. C'est sûr, le revenu universel brouille les cartes idéologiques et politiques. La lutte des classes, c'est-à-dire le conflit capital/travail, finit par disparaître derrière le bon sentiment du revenu universel.

Sans surprise, l'hostilité au revenu universel est très majoritaire à droite, mais légèrement décroissante quand on se rapproche de l'extrême droite (UDI, 93 % ; LR, 88 %, FN, 74 %)[4]. Certainement en raison du vote populaire croissant. Donc à rapprocher du point précédent : mieux vaut un petit peu à manger que rien. Le résultat est presque identique par rapport à l'assistanat.[5]

À gauche, l'hostilité au revenu universel est majoritaire mais beaucoup moins qu'à droite. Mais on ne saura pas pourquoi cet électorat est davantage partagé. Est-ce pour les raisons suggérées par le sondage ou pour des raisons qui sont autres et qui bousculeraient les positions exprimées médiatiquement ? Est-ce parce que les repères à gauche ont été fragilisés, voire ont disparu ? Depuis trente ans, le poison de la disparition du travail, et celui de la disparition de la « valeur » travail ont été inoculés. Pas sans dommages. Le social-libéralisme a abandonné les questions sociales et a pris en charge les questions sociétales. Cela finit par être un peu court...

[1] Tableau p. 10.

[2] Tableaux p. 8, 9, 10.

[3] Tableau p. 11.

[4] Tableau p. 8.

[5] Tableau p. 9.